

# Amer cinquantenaire à Madagascar

## La Croix - Laurent d'Ersu – 24/06/10

La Grande Île de l'océan Indien célébrera le 26 juin le cinquantenaire de son indépendance, avec à sa tête un régime sans légitimité démocratique et une économie au point mort

La fête nationale s'annonce morose samedi à Madagascar. Le 26 juin, qui commémore l'indépendance de l'ancienne colonie française en 1960, est habituellement un temps de communion nationale assorti de rites bien ancrés. Les enfants défilent dans les rues à la nuit tombée en brandissant des lampions, héritage paradoxal du 14-Juillet colonial, et chaque maison arbore le drapeau national.

En cette année du cinquantenaire de l'indépendance, la crise politique qui sévit depuis le début de 2009 affecte jusqu'à ces traditions consensuelles. Certains opposants au pouvoir de transition mené par l'ancien maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina, ont appelé à ne pas hisser les drapeaux pour protester contre le caractère antidémocratique du régime. De leur côté, les autorités ont martelé que l'accrochage du drapeau était un « devoir » pour tout Malgache.

À Manarintsoa, un quartier populaire d'Antananarivo, ces querelles laissent les habitants indifférents. « On travaille et on ne pense pas trop à ce cinquantenaire », affirme Lalao, qui assure de quoi manger à ses quatre enfants en tressant du raphia. Son mari glane quelques centimes en fabriquant des cintres à l'aide de tiges de fer. Encore ont-ils un toit de tôle sur leur minuscule maison.

### L'heure n'est pas à la communion nationale

Mais de nombreux habitants de ce « bas quartier » insalubre, noyé sous les eaux d'égout à la saison des pluies, sont encore bien plus fragiles. On les croise sur le « marché des pauvres », où se vendent des matériaux de récupération tels que le fer ou le plastique.

Effet probable de la crise, les usines de retraitement du plastique ne viennent plus s'y fournir en bouteilles usagées, forçant de nombreuses femmes à se rabattre sur d'autres gagne-pain, comme le lavage du linge (50 ariary, soit 2 centimes d'euro, par vêtement) ou même le pari sur les jeux de cartes.

Pour autant, la pauvreté « habituelle » est si massive qu'il est difficile de quantifier l'impact de la crise politique, qui a entraîné la fermeture de la plupart des usines en zone franche employant des milliers d'ouvriers. « Les gens disent : "On est toujours pauvres, ça ne change rien" », note Monja Rajaonarison, de l'ONG Hardi, très active dans le quartier, qui a remarqué une recrudescence des défauts de remboursement des microcrédits.

### Protester contre le caractère antidémocratique du régime

« Quatre-vingt-dix pour cent du pays vit, en temps normal, d'une économie informelle et autosuffisante, confirme le P. Sylvain Urfer, un des animateurs de l'Observatoire de la société civile (Sefafi). La période actuelle est un passage nécessaire, qui met le pays face à lui-même, ce que les crises précédentes, plus courtes, avaient épargné de faire. »

Revenu à Madagascar après en avoir été expulsé par le président déchu Marc Ravalomanana, le jésuite français met en avant la promulgation d'un nouveau code électoral demandé de longue date par les organisations de défense de la démocratie. Et parle au passé des négociations menées depuis un an sous l'égide de l'Union africaine.

De fait, depuis l'échec des dernières tractations à Pretoria (Afrique du Sud), fin avril, les espoirs se reportent sur des discussions inter-malgaches initiées par les raiamandreny (littéralement « père-et-mère », celui qui tire autorité de sa sagesse). Elles achoppent sur deux blocages de fond : la détermination de Marc Ravalomanana qui, depuis son exil sud-africain, n'a renoncé ni à son fauteuil, ni à son empire économique ; et l'installation dans la durée d'un régime de transition gangrené par la corruption.

### « Le pays s'enfonce lentement »

« Les hommes au pouvoir sont affamés, remarque le P. Alain Thierry Raharison, secrétaire général de la Commission épiscopale Justice et Paix. Ils profitent de la situation pour s'agripper, alors qu'ils ne devraient être là que pour expédier les affaires courantes et organiser des élections. »

Dernier exemple en date : la délivrance d'un permis d'exploration du gisement de fer géant de Soalala au consortium chinois Wisco, qui prévoit d'investir 6,5 milliards d'euros et a promis à la Haute Autorité de la transition (HAT) une commission de 81 millions d'euros.

La HAT justifie la conclusion de tels contrats par la suspension des aides budgétaires internationales, qui représentaient 40 % du budget de l'État (2 milliards d'euros au total). Résultat : sur les neuf premiers mois de l'année, les dépenses publiques ont diminué de 325 millions d'euros par rapport à la même période de l'année précédente, et diverses catégories de fonctionnaires se sont mises en grève.

« Le pays s'enfonce lentement », résume un représentant de la communauté internationale, qui espère toutefois en la capacité des Malgaches de parvenir, in fine, à un consensus.

Laurent d'ERSU, à Antananarivo

Source : <http://www.la-croix.com/Amer-cinquantenaire-a-Madagascar/article/2430151/4077>